

le 12 février 2019

Serge-André Mahé (alias SAM)

Je suis gilet jaune car dans le système actuel, un retraité comme moi (d'un peu plus de 2000 € de pension par mois) est destiné à payer pour les autres. Bien sur je ne suis pas contre la solidarité et cherche même à en donner l'exemple quand faire se peut, mais cela ne remplace pas l'augmentation du pouvoir d'achat qui doit être le fait d'une bonne répartition des richesses entre tous ceux qui ont contribué à les créer et pas seulement le capital. Sinon ce dernier va scier la branche confortable sur laquelle il s'est installé.

Je suis intervenu au débat d'hier soir en essayant d'aller selon moi à l'essentiel. D'autres revendications sont bien sûr opportunes mais beaucoup de citoyens les ont aussi défendues, je leur laisserai donc la parole.

L'essentiel pour moi est le droit à l'information sachant qu'à l'heure actuelle les médias et les sites internet répondent pour la plupart à des intérêts régaliens, financiers, commerciaux ou partisans.

Internet étant un outil indispensable de communication, il convient de ne pas l'inféoder au pouvoir, au désir de pouvoir ou à l'argent.

Je peux témoigner professionnellement comme enseignant chercheur en informatique et pionnier de l'intelligence collective (à ne pas confondre avec l'intelligence artificielle qui reste aux mains des élites).

Voici ce témoignage :

« il est possible de développer techniquement sur internet un outil, un service public d'information des citoyens basé sur les faits et non sur les opinions. Un service ouvert à tous les citoyens sans exception pourvu qu'ils déclarent leur identité à chaque dépôt d'observation. Des citoyens partageant avec autrui leurs observations et bénéficiant des informations collectives qui en résultent. »

Un service :

- basé sur la loi du grand nombre et non pas sur une majorité plus ou moins objective ou même factice.
- qui n'exclut pas une responsabilité politique (celle d'un maire ou d'un député par exemple) car elle aurait le devoir d'offrir ce service public de la façon la plus transparente possible.
- qui s'appuie sur le rôle indispensable des journalistes dont le métier est d'informer.
- qui bénéficie à tous : collectivités publiques, personnes morales et citoyens.

Un service qui permette par exemple d'informer tout un chacun du développement d'une manifestation et d'en observer les éventuelles violences d'où qu'elles viennent, sans dénonciation bien sur : l'observateur décline son identité mais pas celles des personnes qu'il observe. Ce qu'il peut faire par ailleurs mais à la justice.

Voici mon opinion, chacun peut avoir la sienne, mais s'il y a débat, or, hier soir il n'y a pas eu vraiment de débat, mais seulement la volonté des participants d'en avoir un. Il serait bon que les propositions soient confrontées et amendées par l'assemblée tant il est vrai que par apprentissage chacun peut se nourrir de l'avis des autres.